



attac

EN GRECE, COMME PARTOUT EN EUROPE, REFUSONS DE PAYER LEUR CRISE !

Les mesures prises contre la « mauvaise » Grèce, désignée maillon faible par les commentateurs politico-médiatiques, nous laisse entrevoir le dégraissage de grande envergure qui se prépare en Europe.

L'Europe, silencieuse et dissonante pendant les premiers temps de la crise, essaie de retrouver sa voix en stigmatisant les mauvais gestionnaires. Elle continue à clamer le dogme de la concurrence libre et se défausse quand se présente le besoin de solidarité et de coopération.

La Grèce, pour financer son déficit, subit une énorme pression de la part des marchés financiers qui lui imposent des taux d'intérêt deux fois supérieurs à ceux que doivent acquitter les pays dits vertueux. Ces courageux sauveteurs exigent une prime de risque très élevée (sans même parler des fameux C.D.S.), et **ce sont les citoyens qui, selon le bon vieux principe de la socialisation des pertes, paieront l'addition**. De plus, une spéculation s'est déclenchée contre l'euro, à l'initiative de fonds spéculatifs et d'autres acteurs financiers qui parient sur la crise sans aucun état d'âme pour les conséquences économiques et sociales.

Le capitalisme est entré en crise par le surendettement privé ; les gouvernements lui ont permis de trouver une porte de sortie par l'endettement public massif et généralisé. **Et voilà maintenant la finance, laissée totalement libre, qui s'enrichit de la dette publique qu'elle a créée**. La frénésie financière garde donc sa sordide intensité, démontrant que les déclarations des G20 et de Copenhague n'ont été que des gesticulations comico-cyniques qui avaient pour seul objectif de redonner une légitimité au capitalisme.

On s'offusque du déficit de la Grèce en se contentant de l'expliquer par une mauvaise gestion faite de dépenses publiques soit-disant déraisonnables et

de corruption. **On oublie ce faisant les déficits bien plus impressionnants de pays phares du capitalisme néolibéral comme les USA ou le Royaume-Uni.**

Ainsi, les discours de moralisation et de régulation du capitalisme sont peu à peu remplacés par le retour des leçons de « saine gestion » selon la morale néolibérale. On évite ainsi de reconnaître **les principales causes des déficits publics : une répartition de la richesse produite en faveur du capital, la réduction des impôts des riches, les exonérations dont bénéficient les entreprises, mais aussi les intérêts colossaux versés aux marchés financiers pour les emprunts d'Etat.**

Les bonnes vieilles thérapies de choc sont actuellement expérimentées en Grèce sur le dos des citoyens avec les plans de rigueur successifs appliqués par le gouvernement grec sous la pression des marchés financiers et des gouvernements européens. **De telles mesures préfigurent ce qui attend l'ensemble des peuples européens.**

C'est pourquoi la lutte des travailleurs grecs a une portée européenne et doit être soutenue. Plus elle réussira à mettre en échec les plans de rigueur, plus elle créera des conditions favorables à l'élargissement de la lutte dans les autres pays.

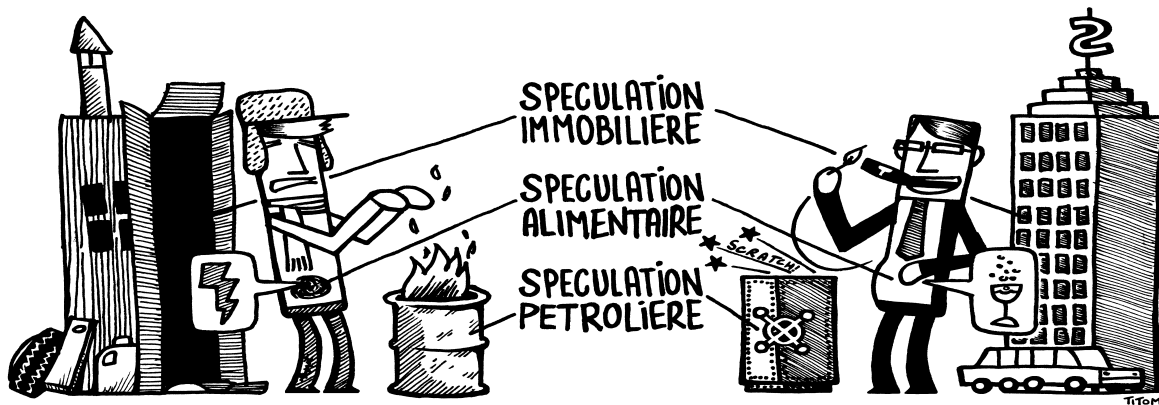
Car la sortie de la crise, claironnée bruyamment tous les jours, est loin ; d'autant plus que **les gouvernements refusent de sortir des thèses néolibérales et élargissent encore la voie aux capitaux privés.**

Attac appelle à des mesures radicales contre les exactions du système financier, avec en particulier :

- x la mise en place de **taxes sur les transactions financières**
- x l'**interdiction des transactions hors marchés** organisés et contrôlés (transactions de gré à gré)
- x la **suppression des paradis fiscaux**
- x un **pôle public bancaire** sous contrôle démocratique
- x l'**abandon du Pacte de Stabilité et de Croissance** et des traités européens actuels
- x de **nouveaux traités européens** pour une autre Europe fondée sur la **coopération et la solidarité**

Ces revendications parmi d'autres doivent bien entendu se combiner avec celles portant sur les **salaires**, la **défense de l'emploi** et la **réduction du temps de travail**, la **défense et le développement des services publics**, le droit à une **retraite digne** et à une **protection sociale de haut niveau pour tous**, tout en répondant aux **défis de la crise écologique**.

Seules des luttes massives, en France comme dans toute l'Europe, capables de prendre en charge une telle plate-forme revendicative, pourront donner un coup d'arrêt aux attaques destructrices du capitalisme néolibéral.



Merci de ne pas jeter sur la voie publique

BULLETIN D'ADHÉSION

NOM (en capitales) _____ PRÉNOM _____

Homme Femme _____ Date de naissance _____

Profession _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Pays _____

Téléphone fixe _____ Mobile _____

Adresse électronique _____

A retourner à : *Attac Toulouse – CASC – 10^{bis} rue du Colonel Driant – 31400 Toulouse*

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

J'adhère à Attac et verse pour l'année civile un montant (incluant l'abonnement de 12 € à *Lignes d'Attac*) de :

(tranches de revenu mensuel à titre indicatif)

<input type="checkbox"/> 0 à 450 €	13 €
<input type="checkbox"/> 450 à 900 €	21 €
<input type="checkbox"/> 900 à 1200 €	35 €
<input type="checkbox"/> 1200 à 1600 €	48 €
<input type="checkbox"/> 1600 à 2300 €	65 €
<input type="checkbox"/> 2300 à 3000 €	84 €
<input type="checkbox"/> 3000 à 4000 €	120 €
<input type="checkbox"/> au delà de 4000 €	160 €
<input type="checkbox"/> Je verse en plus un don de	... €

J'effectue le règlement par :

chèque bancaire ou postal

carte bancaire n°: _____

3 derniers chiffres au dos de votre carte : _____

date d'expiration : _____

signature : _____ date : _____